## 

## 

**Aanpassing statuten aan het nieuwe WVV + andere actualisering**

**Mise en conformité des statuts avec le CSA + autres mises à jour**

***Buitengewone A.V. -- AG extraordinaire***

***20.12.2022, 12 u/h – online***

***14.01.23 – 10.00u/h - Maison des Journalistes - Journalistenhuis***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Statuts actuels AGJPB | Propositions de modification | Voorstel wijzigingen | Huidige statuten AVBB |
| Titre 1: Dénomination, siège social, objet, durée  Article 1: dénomination  L'union est dénommée: "Association Générale des Journalistes Professionnels de Belgique’’ - Union fédérale, en abrégé “A.G.J.P.B."  Article 2: siège social  Son siège est établi dans la région de Bruxelles-Capitale et actuellement rue de la Senne, 21 à 1000 Bruxelles  Sa circonscription s’étend au territoire de la Belgique.  Article 3: objet  L’union a pour objet, au niveau fédéral, l’étude, la protection et le développement des intérêts professionnels de ses membres.  A cette fin, l’union s’occupera, sans que cette liste soit limitative, de:   1. défendre la liberté professionnelle des journalistes et les droits de la presse 2. veiller à l’application de la législation protégeant le titre de journaliste professionnel 3. entretenir entre ses membres les règles de la dignité professionnelle et les obligations de solidarité qu’elle leur impose 4. veiller à l’application et à l’observation des règles de la déontologie professionnelle 5. assister les membres stagiaires 6. prendre toutes mesures pour l’organisation en dehors de son sein de toutes institutions propres à sauvegarder ou à promouvoir la situation morale et matérielle des journalistes professionnels ou stagiaires. 7. gérer les locaux dans lesquels pourront avoir leur siège les organismes et associations de presse, agréés par l’assemblée générale sur proposition du conseil de direction 8. assurer les missions qui lui sont déléguées par les unions professionnelles Association des Journalistes Professionnels (en abrégé A.J.P.) et Vlaamse Vereniging van Beroepsjournalisten (en abrégé V.V.J.), spécialement négocier et conclure avec qui de droit, au nom de ses membres, tout accord et convention ayant trait à la protection des intérêts professionnels des membres, notamment sur le plan des conditions de travail, des traitements et des pensions et de la défense des droits d'auteur   Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toutes activités similaires à son objet.  Article 4: durée  L'union est constituée pour une durée illimitée. Elle peut en tout temps être dissoute.  Titre II : Catégories de membres - Conditions mises à l'entrée et à la sortie des membres  Article 5: Catégories de membres  L'union se compose de membres effectifs, de membres honoraires et de membres d’honneur. L’union doit compter au moins trois quart de membres effectifs. Elle comprend au moins sept membres effectifs  Article 6: membres effectifs  Sont de plein droit membres effectifs de l’union les membres effectifs de l’union professionnelle A.J.P. et les membres effectifs de l’union professionnelle V.V.J.  De même, perdent de plein droit la qualité de membre effectif, les personnes qui cessent d’être membres effectifs de l’A.J.P. ou de la V.V.J.  Du fait de son admission, le membre effectif s'engage à adhérer aux présents statuts et à se conformer à tous les règlements de l'union.  Article 7: membres honoraires  Sont de plein droit membres honoraires de l’union, les membres honoraires de l’union professionnelle A.J.P. et les membres honoraires de l’union professionnelle V.V.J.  De même, perdent de plein droit la qualité de membre honoraire, les personnes qui cessent d’être membres honoraires de l’A.J.P. ou de la V.V.J.  Du fait de son admission, le membre honoraire s'engage à adhérer aux présents statuts et à se conformer à tous les règlements de l'union.  Article 8: membres d’honneur  Les membres d’honneur sont ceux qui, par les services qu’ils ont rendus, contribuent à la prospérité de la profession. Ils sont nommés en cette qualité par l’assemblée générale.  Article 9: démission, exclusion perte de la qualité de membre  Tous les membres sont libres de se retirer à tout moment de l'union en adressant par écrit leur démission au président du conseil de direction.  L'exclusion d'un membre peut être prononcée par le conseil de direction lorsque ses actes sont incompatibles avec les objectifs, les statuts et les règlements de l'union. Tout membre dont l'exclusion est proposée est préalablement convoqué par le conseil de direction pour être entendu dans ses moyens de défense.  Le membre dont l'exclusion est poursuivie se retire après avoir été entendu pour permettre au conseil de direction de délibérer et voter hors sa présence.  La décision d'exclusion ne peut être prise que si elle recueille l'assentiment de la majorité des membres du conseil de direction issus de l'A.J.P. et de la majorité des membres du conseil de direction issus de la V.V.J.  La décision d'exclusion est portée à la connaissance du membre exclu par envoi recommandé  Les membres effectifs qui perdent le titre de journaliste professionnel au sens de la loi du 30 décembre 1963, ou celui de membre de la presse périodique spécialisée au sens de l’AR du 12 avril 1965, pour quelque raison que ce soit, ou qui cessent d'effectuer, pour quelque raison que ce soit, le stage qui permet, après deux ans, d’aboutir à l’autorisation de porter le titre de journaliste professionnel en application de la loi du 30 décembre 1963, perdent la qualité de membre effectif.  Perdent de plein droit la qualité de membre effectif ou honoraire, selon le cas, les personnes qui cessent d'être membre effectif ou honoraire de l'A.J.P. ou de la V.V.J.  Les membres démissionnaires, révoqués ouexclus et les ayants droit ou héritiers des membres décédés n'ont aucun droit à faire valoir sur l'avoir social et ne peuvent réclamer aucun compte ni faire apposer les scellés ou requérir inventaire, ils perdent tous les droits aux avantages de l'union qui peut cependant leur réclamer les cotisations échues et la cotisation courante.  Article 10: effets de l'admission  Toute admission emporte automatiquement l'adhésion du nouveau membre aux statuts de l'union, aux règlements édictés et aux décisions prises en conformité aux présents statuts.  Tous actes destinés à un membre lui seront valablement notifiés au domicile indiqué par lui dans la demande d'admission ou au dernier endroit qu'il aura fait connaître de façon expresse au conseil de direction.  Article 11: cotisation  Une cotisation annuelle, fixée par l'assemblée générale, pourra être mise à charge des membres effectifs et honoraires.  Des contributions spéciales pour des tâches ou des services spéciaux pourront être établies par l'assemblée générale sur proposition du conseil de direction.  Titre III : Assemblée générale  Article 12 : composition  L’assemblée générale est composée de tous les membres effectifs de l’union.  Les membres honoraires et d’honneur y assistent à titre de simple observateur et sans voix délibérative.  Article 13 : pouvoirs  L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi et les présents statuts.  Ressortissent à la compétence de l’assemblée générale :   1. l’élection des membres du conseil de direction 2. la révocation du mandat des membres du conseil de direction 3. la modification des statuts 4. la dissolution de l’union 5. l’approbation des budgets et des comptes 6. l’approbation du Règlement d’Ordre Intérieur et ses modifications ultérieures   Les statuts ne peuvent être modifiés qu’en se conformant aux règles et procédures prévues à l’article 32 des statuts***.***  Article 14 : réunions  L’assemblée générale ordinaire se réunit, une fois par an, avant le 1er mars  Cette assemblée est consacrée à la reddition et à la vérification des comptes clôturés au 31 décembre précédent. A cette assemblée générale, le conseil de direction présente un rapport sur les opérations complètes de l’année écoulée et soumet à son approbation le compte annuel des recettes et des dépenses ainsi que le compte des opérations faites par l’union en vertu de l’article 2, 1° à 5° de la loi du 31 mars 1898. Les comptes sont dressés conformément au modèle arrêté par le gouvernement. Ils doivent être tenus par les soins du trésorier à l’inspection des membres, au siège de l’union, pendant les quinze jours qui précèdent l’assemblée générale mentionnée ci-dessus. Ils ne sont rendus publics que si l’assemblée générale y consent. Les comptes ainsi approuvés sont, avec les autres pièces mentionnées à l’article 8 de la loi du 31 mars 1898, adressés avant le 1er mars de chaque année, par les soins du conseil de direction, au ministère de l’emploi et du travail.  Une assemblée générale extraordinaire peut en outre être convoquée à tout moment à l’initiative du conseil de direction. L’assemblée doit être convoquée lorsqu’un dixième des membres effectifs en fait la demande et indique l’objet qu’il désire porter à l’ordre du jour.  Les convocations sont adressées aux membres par le secrétaire ou, à défaut, par le président du conseil de direction ou encore par le directeur désigné à cet effet par le conseil de direction. La convocation est adressée aux membres par courrier ordinaire ou par courriel deux semaines au moins avant la réunion.  La convocation contient l’ordre du jour.  L’assemblée générale ne peut statuer sur un point non prévu à l’ordre du jour sauf, en cas d’urgence reconnue par l’assemblée statuant à la majorité des deux tiers des votes valablement exprimés.  Article 15 : tenue des assemblées  L’assemblée générale est présidée par le président du conseil de direction ou, à défaut, par le vice-président ou par le directeur désigné à cet effet par le conseil.  Les membres effectifs disposent d’une voix délibérative.  Ils peuvent se faire représenter à l’assemblée par un autre membre sans que ce dernier ne puisse être titulaire de plus de cinq procurations***.***  Les décisions sont prises à la majorité simple des votes valablement exprimés, sauf dans les cas expressément prévus par les présents statuts ou par la loi.  Au besoin, l’assemblée peut être répartie en deux collèges électoraux : d’une part, les membres titulaires d’une carte professionnelle « F » ou « FS » et, d’autre part, les membres titulaires d’une carte professionnelle « N » ou « NS ».  En cas de partage de voix, la voix du président de l’assemblée est prépondérante.  Article 16 : publicité des décisions  Les décisions de l’assemblée générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux, signé par le président de l’assemblée et un autre directeur.  Ce registre est conservé au siège social ; tous les membres peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement du registre.  Les décisions d’ordre individuel sont portées à la connaissance des intéressés et des tiers justifiant d’un intérêt légitime par courrier ordinaire.  Titre IV : Conseil de direction  Article 17 : composition  L’union est administrée par un conseil de huit directeurs au minimum, composé paritairement comme suit :   1. quatre membres minimum, choisis par l’assemblée générale sur proposition du conseil de direction de l’AJP ; 2. quatre membres minimum, choisis par l’assemblée générale sur proposition du conseil de direction de la VVJ.   Les candidats présentés par l’AJP et par la VVJ doivent être membres du conseil de direction de l’union professionnelle qui propose leur candidature.  Les directeurs peuvent être révoqués en tout temps par l’assemblée générale. La décision de révocation ne peut être prise que si elle recueille l’assentiment de la majorité au sein de chacun des collèges électoraux prévus par l’article 15 des présents statuts.  En cas de révocation, de démission ou de décès d’un directeur, l’union procède à la désignation de son remplaçant au cours de l’assemblée générale qui suit la révocation, la démission ou le décès.  Le directeur révoqué ne peut être à nouveau désigné pour exercer un mandat de directeur qu’à l’expiration d’un délai de quatre ans prenant cours à la date de sa révocation, sauf décision en sens contraire prise par l’assemblée générale.  A défaut de désignation régulière d’un ou plusieurs directeurs, le conseil est valablement composé des autres directeurs régulièrement désignés.  La durée du mandat est de quatre ans. Il peut être renouvelé.  En cas de vacance en cours de mandat, le directeur nommé pour y pourvoir achève le mandat de celui qu’il remplace.  Toute démission qui entraînerait la réduction du nombre des directeurs en dessous du nombre de huit ne pourra avoir d’effet avant le remplacement du directeur démissionnaire.  En cas d’absence non justifiée d’un directeur à trois réunions consécutives du conseil de direction, sa révocation pourra être soumise à l’assemblée générale.  Article 17 bis – dispostion transitoire  Le conseil de direction de l’AGJPB accueille en son sein deux observateurs issus de l’Association des journalistes de la presse périodique (AJPP-VJPP), désignés par le Conseil d’administration de l’AJPP-VJPP, issus des deux rôles linguistiques. Ils ne disposent pas du droit de vote. La présente disposition produit ses effets jusqu’à ce que la fusion des titres professionnels et documents de presse officiels soit effective. En outre, elle perdurera jusqu’au renouvellement statutaire du conseil de direction de l’AGJPB (en février 2019) qui permettra aux membres effectifs issus de l’AJPP-VJPP, devenus membres effectifs de l’AJP ou de la VVJ, de se présenter à une élection, conformément aux statuts et règlement d’ordre intérieur en vigueur à l’AJP ou à la VVJ.  Article 18 : fonctionnement  Le conseil comprend un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire.  La présidence et la vice-présidence du conseil de direction sont assurées alternativement par un membre du conseil de direction issu de la V.V.J. et par un membre du conseil de direction issu de l’A.J.P.  Le conseil de direction désigne le président et le vice-président dont l’un devra être membre de l’A.J.P. et l’autre de la V.V.J.  Le conseil de direction désigne en son sein le secrétaire et le trésorier dont l’un devra être membre de l’A.J.P. et l’autre de la V.V.J.  Article 19 : pouvoirs  Le conseil de direction possède tous les pouvoirs d’administration et de gestion de l’union sous réserve des compétences attribuées à l’assemblée générale par la loi ou les présents statuts.  Article 20 : gestion journalière  La gestion journalière de l’union peut être assurée, par délégation du conseil de direction et sous sa responsabilité, par le président, le vice-président, le secrétaire, le trésorier du conseil de direction ainsi que par deux directeurs désignés par le conseil en son sein, l’un étant membre de l’A.J.P. et l’autre de la V.V.J.  Le conseil de direction peut, en outre, sous sa responsabilité déléguer certains de ses pouvoirs à l’un de ses membres.  Article 21 : réunions  Le conseil de direction se réunit au moins tous les trois mois, à l’initiative de son président. Le président est tenu de convoquer le conseil dans les dix jours si troisde ses membres au moins en font la demande par écrit.  Les convocations sont adressées aux directeurs par simple lettre ou par courriel par le membre du conseil de direction désigné à cet effet.  La convocation contient l’ordre du jour.  Sauf en cas d’urgence, déclarée et mentionnée dans la convocation, le conseil ne peut délibérer que si la moitié de ses membres au moins sont présents. Les directeurs ne sont pas autorisés à se faire représenter.  En dehors des cas d’urgence, si le quorum des présences n’est pas atteint, le président est tenu de convoquer un nouveau conseil. En ce cas, le conseil peut délibérer et voter, quel que soit le nombre de directeurs présents.  Article 22 : délibérations  Les décisions du conseil de direction sont prises à la majorité simple des votes valablement exprimés.  En cas de parité, les votes des président et vice-président sont prépondérants. En cas de votes divergents des président et vice-président, il est fait application de l’article 37 des statuts.  Le conseil est présidé par le président, ou, en son absence, par le vice-président et, à défaut de l’un et de l’autre, par le plus âgé des directeurs.  Article 23 : publicité des décisions  Les procès-verbaux des réunions du conseil sont établis par le secrétaire ou, à défaut, par le directeur désigné à cet effet.  Ces procès verbaux sont approuvés lors de la réunion du conseil suivante.  Les décisions du conseil de direction sont consignées dans un registre de procès-verbaux signé par le président, le vice-présidentet le secrétaire.  Ce registre est conservé au siège social.  Les membres de l’union justifiant d’un intérêt légitime ou les tiers justifiant du même intérêt peuvent se faire délivrer, en extrait, une copie des délibérations ou des décisions du conseil de direction, certifiée conforme par le président.  Les décisions d’ordre individuel sont portées à la connaissance des intéressés et des tiers justifiant d’un intérêt légitime par courrier ordinaire.  Article 24 : président  Le président surveille et assure l’exécution des statuts et des règlements de l’union. Il assure la police des assemblées et prend toute mesure pour l’exécution des décisions du conseil de direction.  Le président soutient en justice, sauf en cas de délégation spéciale par l’assemblée générale ou le conseil de direction à une autre personne, toutes actions soit en défendant, soit en demandant dans les limites tracées par la loi du 31 mars 1898.  Les actes qui engagent l’union sont signés par le président et le secrétaire ou, en cas de délégation spéciale du conseil par le directeur désigné à cet effet.  Article 25 : vice-président  Le vice-président seconde le président dans sa mission et le remplace en son absence.  Le président peut lui déléguer, au besoin, temporairement ses pouvoirs.  Article 26 : secrétaire  Le secrétaire est responsable des procès verbaux des réunions du conseil de direction et de l’assemblée générale qu’il signe avec le président et le vice-président. Il tient à jour la liste des membres de l’union, conformément à l’article 9 de la loi du 31 mars 1898. Le secrétaire gère et conserve les archives de l’union.  Article 27 : Trésorier  Le trésorier est responsable de la comptabilité et des avoirs de l’union, dont il dresse et conserve l’inventaire. Il est responsable de la caisse de l’union et des titres qui lui sont confiés. Il effectue tous les paiements de l’union, par ordre signé conjointement avec un autre directeur. Il gère la recette des sommes dues à l’union ou à recouvrer par elle et il en délivre quittance. Il effectue tout placement, déplacement et retrait de fonds à la suite d’ordre signé conjointement avec un autre directeur, indiquant les sommes à placer, déplacer ou retirer.  Titre V : Des ressources de l’union  Article 28 : Moyens financiers  L’avoir de l’union comprend tous les biens, meubles et immeubles, acquis par elle à titre onéreux ou gratuit et que la loi lui permet de posséder.  Les subsides versés par le gouvernement fédéral à l’union lui reviennent intégralement, de même que les cotisations patronales versées en exécution des accords collectifs de travail conclus au niveau fédéral.  Les frais de fonctionnement ou autres de l’union, diminués des recettes directes de celle-ci, sont à charge de l’A.J.P. et de la V.V.J. Celles-ci contribuent à ces frais au prorata du nombre de membres qu’elles comptent respectivement.  Le fonds social de l’union est alimenté par les cotisations des membres et les souscriptions des membres d’honneur, les dons et les legs particuliers et par tout autre profit dont l’union peut jouir légalement.  Article 29 : placement des fonds  Les fonds de l’union doivent être placés, au nom de celle-ci, dans une institution bancaire.  En aucun cas, l’union ne peut prendre des parts ou des actions dans des sociétés commerciales.  Titre VI : Dispositions diverses  Article 30 : règlement d’ordre intérieur  Un règlement d’ordre intérieur sera présenté par le conseil de direction à l’assemblée générale et adopté par cette dernière à la majorité simple des votes valablement exprimés.  Ce règlement déterminera notamment :  - la manière d’assurer au sein du conseil de direction la représentation des journalistes de la presse germanophone.  - la manière d’assurer, autant que possible, la représentation au sein du conseil de direction des sections subrégionales et des catégories professionnelles.  Des modifications à ce règlement pourront être apportées par l’assemblée générale.  Article 31 : exercice social  L’exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.  Article 32 : modification des statuts – dissolution et mise en liquidation  Les modifications aux statuts et la dissolution de l’union ne peuvent être valablement décidées qu’à la majorité des trois-quarts au moins des membres présents ou représentés dans une assemblée générale spécialement convoquée à cette fin et composée de la moitié au moins des membres ayant droit de vote. Si l’assemblée ne réunit pas la moitié des membres, directement ou par procuration, une nouvelle assemblée, convoquée pour les mêmes fins, délibérera valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.  Les actes portant modification des statuts ou dissolution volontaire de l’union n’ont d’effet qu’après avoir été déposés, entérinés et publiés conformément à l’article 6 de la loi du 31 mars 1898.  L’assemblée générale qui prononce la dissolution désigne un ou plusieurs liquidateurs, qui ne devront pas nécessairement être membres de l’union, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.  Après paiement des dettes, l’avoir de l’union est réparti comme suit :   1. le montant des dons et legs fait retour au disposant ou à ses héritiers ou ayants droit pour autant que le droit de reprise ait été stipulé dans l’acte constitutif de la libéralité et que l’action soit intentée dans l’année qui suit la publication de l’acte de dissolution. 2. l’actif net, déduction faite, s’il y a lieu, du montant des dons et legs fait à l’union est attribué à une association similaire ou connexe désignée par l’assemblée générale.   Cette désignation n’aura d’effet que si l’affectation donnée aux biens est reconnue conforme à la loi par le conseil d’état.  Article 33 : loi applicable  Tout ce qui n’est pas expressément prévu dans les présents statuts est réglé par la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles.  Titre VII : Règlement des conflits  Article 34 : différend portant sur les conditions de travail  En cas de différend intéressant l’union et portant sur les conditions de travail, l’union s’engage à rechercher, de commun accord avec la partie adverse, les moyens d’aplanir ce différend, soit par la conciliation, soit par l’arbitrage.  Article 35 : conflits entre membres ou entre membres et l’union  Les contestations qui s’élèvent au sein de l’union, soit entre membres, soit entre un ou plusieurs membres et l’union, et qui ont pour objet l’application des statuts et règlements sont réglées par voie d’arbitrage.  La partie la plus diligente notifie à l’autre partie son intention de recourir à l’arbitrage ainsi que l’identité de l’arbitre désigné. L’autre partie dispose d’un délai de deux semaines pour désigner son propre arbitre*.* Les deux arbitres en désignent un troisième de commun accord.  Les trois arbitres convoquent les parties dans les plus brefs délais en vue de tenter une conciliation.  A défaut pour l’une des parties de désigner son arbitre ou à défaut pour les deux premiers arbitres d’en désigner un troisième, la partie la plus diligente saisit le président du tribunal de première instance de Bruxelles conformément à l’article 1684 du code judiciaire.  L’arbitrage est poursuivi conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire.  La sentence arbitrale n’est pas susceptible de recours ordinaires.  Article 36 : conflits entre unions  Lorsque l’union est saisie d’une demande de résolution de conflit entre les unions suite à une plainte déposée par l’A.J.P. ou la V.V.J., l’union peut réunir son conseil de direction, qui devra se réunir dans les soixante jours de la demande qui lui est adressée par écrit.  Pour délibérer valablement, ce conseil de direction devra réunir deux tiers de ses membres au moins.  La décision du conseil, statuant sur le conflit qui lui est soumis, ne pourra être prise que si elle est adoptée par la majorité des directeursissus de l’A.J.P. et par la majorité des directeurs issus de la V.V.J.  A défaut de décision ’u conseil de direction, celui-ci convoque une assemblée composée de tous les membres des conseils de direction de l’A.J.P. et de la V.V.J. Lorsque le conseil de direction de l’une de ces deux unions compte plus de membres que le conseil de direction de l’autre, elle ne peut déléguer à cette assemblée qu’un nombre de directeurs égal au nombre de directeurs de l’autre.  Pour délibérer valablement, cette assemblée devra réunir deux tiers de ses membres au moins.  La décision de cette assemblée, statuant sur le conflit qui lui est soumis, ne pourra être prise que si elle est adoptée par la majorité des directeurs issusde l’A.J.P. et par la majorité des directeurs issusde la V.V.J.  A défaut de décision de c’tte assemblée, l’union convoque une assemblée générale extraordinaire de ses membres.  Article 37 : conflits entre le président et le vice-président  En cas de conflit entre le président et le vice-président, chacun d’entre eux dispose du droit de convoquer un conseil de direction. La convocation est adressée par courrier ordinaire et contient l’exposé sommaire de l’objet du conflit.  Pour délibérer valablement, ce conseil de direction devra réunir deux tiers de ses membres au moins.  La décision du conseil, statuant sur le conflit qui lui est soumis, ne pourra être prise que si elle est adoptée par la majorité des directeurs issus de l’A.J.P. et par la majorité des directeurs issus de la V.V.J.  Le conseil est présidé par le directeur qui a le plus d’ancienneté dans la profession. Elle ne peut être présidée par le président ou le vice-président.  A défaut de décision du conseil de direction, celui-ci convoque une assemblée composée de tous les membres des conseils de direction de l’A.J.P. et de la V.V.J. Lorsque le conseil de direction de l’une de ces deux unions compte plus de membres que le conseil de direction de l’autre, elle ne peut déléguer à cette assemblée qu’un nombre de directeurs égal au nombre de directeurs de l’autre.  L’assemblée est présidée par le directeur qui a le plus d’ancienneté dans la profession. Elle ne peut être présidée par le président ou le vice-président.  Pour délibérer valablement, cette assemblée devra réunir deux tiers de ses membres au moins.  La décision de cette assemblée, statuant sur le conflit qui lui est soumis, ne pourra être prise que si elle est adoptée par la majorité des directeurs issus de l’A.J.P. et par la majorité des directeurs issus de la V.V.J.  A défaut de décision de cette assemblée, l’union convoque une assemblée générale extraordinaire de ses membres. | **I. L’ASSOCIATION**  ***Article 1. Dénomination***  **L’union est dénommée : ‘Association Générale des Journalistes Professionnels de Belgique’, en abrégé ‘AGJPB’.**  **Elle est appelée « l’Union » dans les présents statuts.**  ***Article 2. Siège social***  **Le siège de l’Union est établi dans la région de Bruxelles-Capitale.**  **Le Conseil de direction peut déplacer le siège à l’intérieur de la région de Bruxelles-Capitale.**  ***Article 3. But et objet***  **L’Union a pour but, au niveau fédéral, de défendre et promouvoir les intérêts professionnels de ses membres, par l’étude, le développement de services individuels et la défense des intérêts collectifs.**  **A cette fin, l’Union s’occupera, sans que cette liste soit limitative, de :**   1. **défendre la liberté d’information, la liberté de la presse et les droits et libertés des journalistes en particulier ;** 2. **veiller à l’application de la législation protégeant le titre de journaliste professionnel et de profession et défendre les intérêts professionnels spécifiques de ces journalistes ;** 3. **assister les membres stagiaires, les collaborateurs de presse et les autres journalistes affilié.e.s à l’association ;** 4. **garantir et améliorer les conditions de travail et les droits sociaux des journalistes, qu’ils.elles soient salarié.e.s, freelances ou actif.ve.s sous des formes de travail atypiques ;** 5. **veiller à l’application et à la préservation du régime de pension légale des journalistes professionnel.le.s ;** 6. **garantir et améliorer les droits d’auteur des journalistes ;** 7. **maintenir et promouvoir les dispositions pratiques et matérielles qui facilitent le travail journalistique ;** 8. **favoriser et promouvoir la déontologie professionnelle comme élément essentiel d’un régime de liberté basé sur la responsabilité ;**      1. **conclure au nom de ses membres les accords collectifs qui rencontrent ces objectifs ;** 2. **soutenir, en demandant ou en défendant, toute action judiciaire qui préserve ses intérêts ou ceux de ses membres ;** 3. **créer en son sein ou en dehors de son sein toutes entités qui rencontrent ces objectifs ;** 4. **établir des liens de collaboration avec des entités externes qui soutiennent ces objectifs ;** 5. **adhérer et s'engager dans des organisations internationales poursuivant des buts similaires ;** 6. **salarier du personnel;** 7. **gérer les locaux et autres infrastructures qui rencontrent ces objectifs.**   **L’Union peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet.**  **Elle ne peut distribuer ni procurer directement ou indirectement un quelconque avantage patrimonial à ses fondateurs, ses membres, ses directeur.trice.s ni à toute autre personne sauf dans le but désintéressé déterminé par les statuts.**  **Toute opération violant cette interdiction est nulle.**  ***Article 4. Champ d’action***  **Le champ d’action de l’association est le territoire belge.**  ***Article 5. Durée***  **L'union est constituée pour une durée illimitée.**  **Elle peut en tout temps être dissoute conformément à ses statuts.**  ***Article 6. Relations avec les unions professionnelles AJP et VVJ***  **L’Union déploie ses activités en étroite concertation avec l’AJP et la VVJ.**  **TITRE II. MEMBRES**  ***Article 7. Catégories de membres***  **L'Union se compose de membres effectifs et de membres adhérents.**  **Les membres ne sont pas tenus au paiement d’une cotisation.**  ***Article 8. Nombre de membres effectifs***  **L’Union compte au moins sept membres effectifs.**  ***Article 9. Admission des membres effectifs***  **Est membre effectif de l’association tout membre effectif affilié à l’association AJP ou à l’association VVJ.**  ***Article 10. Droits et devoirs des membres effectifs***  **Outre les droits et obligations découlant de la loi, les membres effectifs s’engagent à adhérer aux présents statuts, aux codes de déontologie émanant respectivement du Conseil de déontologie journalistique ou du Raad voor de Journalistiek, ainsi qu’à se conformer à tous les règlements de l'Union.**  ***Article 11. Démission et exclusion des membres effectifs***  **Toute démission ou exclusion d’un membre de respectivement l’ASBL AJP ou l’ASBL VVJ conformément à leurs dispositions statutaires, emporte démission ou exclusion de ce membre de l’Union.**  ***Article 12. Admission des membres adhérents***  **Est membre adhérent de l’association tout membre adhérent affilié à l’association AJP ou à l’association VVJ.**  ***Article 13. Droits et devoirs des membres adhérents***  **Outre les droits et obligations découlant de la loi, les membres adhérents s’engagent à adhérer aux présents statuts, aux codes de déontologie émanant respectivement du Conseil de déontologie journalistique ou du Raad voor de Journalistiek, ainsi qu’à se conformer à tous les règlements de l'Union.**  ***Article 14. Membres adhérents – démission et exclusion***  **Toute démission ou exclusion d’un membre adhérent de respectivement l’ASBL AJP ou l’ASBL VVJ conformément à leurs dispositions statutaires, emporte automatiquement démission ou exclusion de ce membre de l’Union.**  **TITRE III. ASSEMBLEE GENERALE**  ***Article 15. Composition***  **L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs.**  **Les membres adhérents y assistent à titre d’observateur et sans voix délibérative.**  ***Article 16. Pouvoirs***  **Ressortissent à la compétence exclusive de l'assemblée générale :**   * **l’élection et la révocation des membres du conseil de direction ;** * **l'approbation des comptes annuels et du budget;** * **la décharge aux membres du conseil de direction ;** * **L’exclusion d’un membre ;** * **la modification des statuts ;** * **l’approbation du Règlement d’ordre intérieur et ses modifications ultérieures ;** * **la dissolution de l'union ;** * **toutes les autres compétences que la loi ou les présents statuts lui octroient.**   ***Article 17. Réunions***  **L'assemblée générale ordinaire se réunit, une fois par an, au plus tard le 31 mars.**  **A cette assemblée générale, le conseil de direction présente un rapport d’activités portant sur l’année écoulée.**  **Cette assemblée est consacrée à la reddition et à la vérification des comptes de l’année précédente, à l’approbation du budget de l’année en cours, ainsi qu’à la décharge des directeur.trice.s.**  **Outre les cas prévus par la loi ou les présents statuts, une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée à tout moment à l'initiative du conseil de direction.**  **L'assemblée doit être convoquée lorsque 1/10 des membres effectifs en fait la demande et indique l'objet qu'il désire porter à l'ordre du jour.**  **Dans ce cas, l’assemblée doit avoir lieu dans les deux mois de la demande.**  ***Article 18. Convocation et ordre du jour***  **La convocation d’une assemblée générale émane du Conseil de direction.**  **La convocation est adressée aux membres par courrier ordinaire ou par courriel 15 jours au moins avant la réunion.**  **La convocation contient la date, l’heure et le lieu de l’assemblée, ainsi que l'ordre du jour.**  **Un point peut être ajouté à l’ordre du jour, si la demande écrite en est formulée par au moins 1/20 des membres, 7 jours avant la tenue de l’assemblée.**  **L'assemblée générale peut statuer sur un point non prévu à l'ordre du jour en cas d'urgence reconnue par l'assemblée statuant à la majorité des 2/3 des votes valablement exprimés.**  ***Article 19. Quorum de présences***  **L’assemblée peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés, sauf lorsque la loi ou les statuts en stipulent autrement.**  ***Article 20. Tenue des assemblées***  **L’Assemblée est présidée par le.la président.e.**  **A défaut, le.la vice-président.e préside l’assemblée, et à défaut le membre le plus âgé du Conseil de direction.**  **Les membres effectifs et adhérents ont le droit de poser des questions relatives aux points figurant à l’ordre du jour, avant ou pendant l’assemblée.**  **Les membres du conseil de direction répondent aux questions.**  **Ils peuvent, dans l'intérêt de l'association, refuser de répondre aux questions lorsqu’une communication peut porter préjudice à l'association ou est contraire aux clauses de confidentialité contractées par l'association.**  ***Article 21. Votes***  **Chaque membre effectif dispose d'une voix délibérative.**  **Les membres adhérents assistent à l’assemblée sans voix délibérative.**  **Un membre effectif peut se faire représenter à l'assemblée par un autre membre effectif sans que ce dernier ne puisse être titulaire de plus de 5 procurations*.***  **Les votes sont effectués à main levée, ou, à la demande de 2/3 des membres présents ou représentés, par scrutin secret.**  **Les décisions sont prises à la majorité simple des votes valablement exprimés, sauf dans les cas expressément prévus par les présents statuts ou par la loi.**  **Pour le calcul des majorités, il n’est pas tenu compte des votes blancs, nuls ou des abstentions.**  **En cas de partage de voix, la voix du.de la président.e de l'assemblée est prépondérante.**  ***Article 22. Procès-verbaux et publicité des décisions***  **Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux, tenu au siège de l’Union.**  **Tous les membres peuvent en prendre connaissance au siège de l’Union**  **Les tiers qui justifient d’un intérêt légitime ont également accès au registre.**  **Le conseil de direction veille à la publicité à donner aux décisions de l’AG.**  **TITRE IV. CONSEIL DE DIRECTION**  ***Article 23. Composition***  **L'Union est administrée par un conseil de 8 directeur.trice.s au minimum et 20 au maximum.**  **Les directeur.trice.s sont présenté.e.s par les assemblées générales de respectivement l’AJP et la VVJ, et doivent êtres membres du conseil de direction de l’Union qui les présente.**  **Le nombre des directeur.trice.s provenant de l’AJP est égal à celui des directeur.trice.s provenant de la VVJ.**  **Le nombre total des directeur.trice.s dépend du nombre le plus bas des présentations de directeur.trice.s de la part de l’AJP et la VVJ, qui doivent chacun présenter au moins 4 directeur.trice.s.**  **Les directeur.trice.s sont désigné.e.s pour un mandat de 4 ans, renouvelable sans limite.**  ***Article 24. Fin du mandat***  **Un.e directeur.trice termine son mandat lors de l’assemblée générale qui procède à une nouvelle élection du Conseil pour un mandat de 4 ans.**  **Un.e directeur.trice qui perd sa qualité de directeur.trice de sa propre union AJP ou VVJ perd automatiquement sa fonction de directeur.trice de l’Union.**  **Un.e directeur.trice peut démissionner en en informant par écrit le.la président.e.**  **Toute démission qui entraînerait la réduction du nombre des directeur.trice.s en dessous du nombre de 8 ne pourra avoir d'effet avant le remplacement du.de la directeur.trice démissionnaire.**  **Les directeur.trice.s peuvent être révoqué.e.s en tout temps par l'assemblée générale, par un vote à la majorité simple des membres présents et représentés.**  **Le vote a lieu à scrutin secret.**  **Le.la directeur.trice dont le mandat prend fin prématurément est remplacé.e par un nouveau ou une nouvelle directeur.trice nommé.e, selon le cas, par la VVJ ou l'AJP au plus tard lors de l’assemblée générale suivante.**  ***Article 25. Compétences***  **Le conseil de direction possède tous les pouvoirs d’administration et de gestion de l’Union nécessaires pour la réalisation de son objet social, sous réserve des compétences attribuées à l’assemblée générale par la loi ou les présents statuts.**  ***Article 26. Exercice du mandat***  **Les directeur. trice.s exercent leur mandat à titre gratuit.**  **Ils.elles sont défrayé.e.s des frais exposés pour l’exercice de leur mandat, sur production des justificatifs.**  ***Article 27. Conflit d’intérêts***  **Un.e directeur.trice ayant un intérêt patrimonial en conflit avec l'intérêt de l'Union doit en informer le conseil au début des délibérations.**  **Ce.tte directeur.trice doit s'abstenir de participer aux délibérations et au vote.**  ***Article 28. Organisation***  **Le Conseil de direction comprend un.e président.e, un.e vice-président.e, un.e trésorier.e, un.e secrétaire et d’autres directeur.trice.s.**  **Le conseil de direction désigne en son sein le.la président.e et le.la vice-président.e dont l’un.e devra être membre de l’A.J.P. et l’autre de la V.V.J.**  **A mi-mandat, le.la président.e devient vice.président.e et le.la vice.président.e devient président.e.**  **Le.la président.e conduit les réunions de l’assemblée générale et du conseil.**  **Il.elle veille au bon fonctionnement de l’union et la représente.**  **Le.la vice-président.e assiste le.la présidente et le.la remplace en cas d’absence.**  **Le conseil de direction désigne en son sein le.la secrétaire et le.la trésorier.e dont l’un.e devra être membre de l’A.J.P. et l’autre de la V.V.J.**  **Ces mandats sont assurés alternativement par un membre du conseil de direction issu de la V.V.J. et par un membre du conseil de direction issu de l’A.J.P.**  **Le.la secrétaire veille au bon déroulement du Conseil.**  **Le.la trésorier.e veille aux finances de l’association et fait rapport à ce sujet au Conseil et à l’assemblée générale.**  **Les président.e, vice-président.e, secrétaire et trésorier.e assurent ensemble la gestion journalière et sont à ce titre chargés du suivi journalier des activités de l’Union et de son personnel.**  **Le Conseil peut déléguer certains de ses pouvoirs ou tâches spécifiques à l’un de ses membres,**  **ou en déléguer l'exécution aux secrétaires généraux de l’AJP et de la VVJ.**  ***Article 29. Représentation externe***  **L’Union est valablement représentée vis-à-vis des tiers par les président.e et vice-président.e agissant conjointement.**  **Ils.elles peuvent confier l’exécution de cette compétence aux secrétaires nationaux de l’AJP et de la VVJ, agissant conjointement.**  ***Article 30. Réunions du Conseil***  **Le conseil de direction se réunit au moins tous les trois mois, à l’initiative de son président.**  **Les réunions se tiennent au siège de l’Union, en ligne ou en mode hybride.**  **Le.la président.e est tenu de convoquer le conseil dans les dix jours si troisde ses membres au moins en font la demande par écrit.**  **Le.la président.e établit l’ordre du jour de la réunion, le cas échéant après avis des directeur.trice.s qui le souhaitent.**  **La convocation est envoyée par e-mail au moins cinq jours avant la réunion et mentionne le lieu ou le lien de connexion électronique, la date, l’heure et l’ordre du jour.**  **Le conseil est présidé par le.la président.e, ou, en son absence, par le.la vice-président.e et, à défaut de l’un.e et de l’autre, par le.la plus âgé.e des directeur.trice.s**  ***Article 31. Présence, quorum et décisions.***  **En cas d’absence, un.e directeur.trice peut donner procuration à un.e autre directeur.trice pour le représenter.**  **Un.e directeur.trice ne peut être porteur que d’une seule procuration.**  **Le Conseil ne peut valablement délibérer et décider que si la moitié de ses membres sont présents.**  **En cas de décision urgente, il peut être dérogé à cette règle ou une consultation par e-mail peut être organisée.**  **Les décisions du conseil de direction sont prises à la majorité simple des votes valablement exprimés.**  **En cas de parité, la voix du ou de la président.e ou de celle ou celui qui le.la remplace est prépondérante.**  ***Article 32. Rapports***  **Les délibérations et décisions du Conseil font l’objet de procès-verbaux.**  **Ils sont approuvés à la réunion du Conseil qui suit.**  **Les rapports sont consignés au siège social de l’ASBL.**  **Chaque directeur.trice a un droit de consultation des rapports~~.~~**  ***Article 33. Responsabilité des directeurs et directrices***  **Les directeur.trice.s ne sont pas personnellement responsables des engagements de l'Union.**  **A l’égard des tiers et de l’Union, les directeur.trice.s ne sont responsables que de l’accomplissement de leur mission dans le cadre de la loi et des prescriptions statutaires ; ils.elles ne sont responsables que des fautes commises dans le cadre de leur mandat qui leur seraient personnellement imputables.**  **L’Union procure une assurance pour la responsabilité des directeur.trice.s.**  **Titre V. FINANCES**  ***Article 34. Moyens financiers***  **L’avoir de l’association comprend tous les biens, meubles et immeubles, acquis par elle que la loi lui permet de posséder.**  **Le capital social est alimenté par les contributions des unions professionnelles AJP et VVJ, par les subsides fédéraux versés à l’association, ainsi que par les contributions des entreprises de médias, les dons et legs de particuliers et tous autres avantages dont l’association peut jouir.**  **L’AJP et la VVJ financent la Fédération AGJPB de manière paritaire et anticipée, par contributions trimestrielles déterminées sur base du budget de l’année en cours.**  **Il peut être dérogé au financement paritaire de manière exceptionnelle et temporaire à la demande motivée de l’AJP ou de la VVJ et moyennant un accord entre les deux organisations et l’Union.**  ***Article 35. Placement des fonds***  **Les fonds de l’union doivent être placés, au nom de celle-ci, dans une institution bancaire.**  **En aucun cas, l’Union ne peut prendre des parts ou des actions dans des sociétés commerciales.**  ***Article 36. Exercice comptable***  **L’exercice comptable de l’association commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.**  ***Article 37. Comptabilité***  **La comptabilité est tenue conformément aux dispositions du Code sur les Sociétés et Associations et ses arrêtés d’exécution.**  **Les comptes sont déposés au greffe du tribunal de l’entreprise après leur approbation par l’assemblée générale.**  **VI. CONFLITS**  ***Article 38. Conflits entre membres ou entre membres et l'union***  **Les contestations qui s'élèvent au sein de l'union, soit entre membres, soit entre un ou plusieurs membres et l'union, et qui ont pour objet l'application des statuts et règlements sont réglées par voie d'arbitrage.**  **L'arbitrage se déroule conformément aux articles 1676 et suivants du Code judiciaire.**  **La décision arbitrale n'est pas susceptible de recours.**  ***Article 39. Conflits entre unions***  **L’Union peut être saisie d’une demande de résolution de conflit entre l’AJP et la VVJ suite à une plainte écrite introduite par l’une et/ou les deux unions.**  **Dans ce cas elle convoque son conseil de direction, qui devra se réunir dans les soixante jours de la demande qui lui est adressée par écrit.**  **Pour délibérer valablement, ce conseil de direction devra réunir deux tiers de ses membres au moins.**  **La décision du conseil, statuant sur le conflit qui lui est soumis, ne pourra être prise que si elle est adoptée par la majorité des directeur.trice.sissu.e.s de l'AJP et par la majorité des directeur.trice.s issu.e.s de la VVJ.**  **A défaut de décision du conseil de direction, celui-ci convoque une assemblée composée de tous les membres des conseils de direction de l'AJP et de la VVJ.**  **Lorsque le conseil de direction de l'une de ces deux unions compte plus de membres que le conseil de direction de l'autre, elle ne peut déléguer à cette assemblée qu'un nombre de directeur.trice.s égal au nombre de l'autre.**  **Pour délibérer valablement, cette assemblée devra réunir deux tiers de ses membres au moins.**  **La décision de cette assemblée, statuant sur le conflit qui lui est soumis, ne pourra être prise que si elle est adoptée par la majorité des directeur.trice.s issu.e.sde l'AJP et par la majorité des directeur.trice.s issu.e.s de la VVJ.**  **A défaut de décision de cette assemblée, l'union convoque une assemblée générale extraordinaire de ses membres.**  **VII. REGLEMENT INTERIEUR**  ***Article 40. Règlement intérieur***  **Le Conseil établit les règlements internes qu’il juge nécessaire, en conformité avec la loi et les présents statuts.**  **Le règlement interne et ses modifications seront communiqués aux membres.**  **Le règlement interne est toujours accessible aux membres.**  **VIII. MODIFICATION DES STATUTS**  ***Article 41. Modification des statuts***  **Seule une assemblée générale extraordinaire peut valablement délibérer et statuer sur les modifications statutaires.**  **Les modifications proposées sont indiquées avec précision dans la convocation.**  **Elles sont envoyées aux membres au moins 15 jours avant la tenue de l’assemblée.**  **Au moins 2/3 des membres doivent être présents ou représentés à l'assemblée.**  **Si cette dernière condition n'est pas remplie, une seconde convocation sera nécessaire, au plus tôt 15 jours après la première assemblée.**  **La nouvelle assemblée délibérera et statuera valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.**  **Les modifications statutaires doivent être votées à une majorité de 2/3 des voix exprimées.**  **Les abstentions, votes nuls ou blancs ne sont pas pris en considération pour le calcul des majorités.**  **Toutefois, la modification qui porte sur l'objet ou le but désintéressé de l'association, peut seulement être**  **adoptée à la majorité des 4/5 des voix des membres présents ou représentés.**  **IX. DISSOLUTION ET LIQUIDATION**  ***Article 42. Dissolution volontaire de l’Union***  **L’Union peut être dissoute par l’assemblée générale, à l’initiative du Conseil ou d’au moins 1/5 de ses membres.**  **Seule une assemblée générale extraordinaire peut valablement délibérer et statuer sur la dissolution de l’Union.**  **La dissolution envisagée est indiquée explicitement dans la convocation.**  **L’assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur la dissolution que si 2/3 de ses membres sont présents ou représentés.**  **Si ce quorum de présences n’est pas atteint, une nouvelle assemblée sera convoquée, au plus tôt 15 jours après la tenue de la première.**  **Cette deuxième assemblée délibérera et statuera valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.**  **La décision de dissolution doit réunir une majorité de 4/5 des membres présents ou représentés.**  **Les abstentions, votes nuls ou blancs ne sont pas pris en considération pour le calcul des majorités.**  **Si la proposition de dissolution est votée, l’assemblée générale désigne un.e ou plusieurs liquidateur.trice.s dont elle détermine la mission.**  **A partir de la décision de dissolution, l’Union indique qu’elle est une « ASBL en dissolution volontaire ».**  ***Article 43. Destination du patrimoine de l’association après dissolution***  **Sans préjudice du paragraphe 2, en cas de dissolution et de liquidation, l'Assemblée générale décide de la destination des biens de l'Union. A défaut, la décision d’affectation revient au liquidateur.**  **Après paiement des dettes, l’avoir de l’union est réparti comme suit:**   * **le montant des dons et legs fait retour au disposant ou à ses héritiers ou ayants droit pour autant que le droit de reprise ait été stipulé dans l’acte constitutif de la libéralité et que l’action soit intentée dans l’année qui suit la publication de l’acte de dissolution.** * **l’actif net, déduction faite, s’il y a lieu, du montant des dons et legs fait à l’union est attribué à une ou plusieurs associations similaires ou connexes désignées par l’assemblée générale.**   ***Article 44. Publications***  **Toutes les décisions relatives à la dissolution, aux conditions de liquidation, à la désignation des liquidateurs et à la cessation de leurs fonctions, à la clôture de la liquidation et à la destination de l’actif sont déposées dans le dossier de l’association au greffe du tribunal de l’entreprise, et publiées aux Annexes du Moniteur belge.**  **X. DISPOSITIONS FINALES**  ***Article 45. Dispositions finales***  **Tout ce qui n'est pas expressément prévu dans les présents statuts est réglé par le Code des Sociétés et Associations (CSA) et ses arrêtés d’application.** | **I. VERENIGING**  ***Artikel 1. Benaming***  **De vereniging wordt ‘Algemene Vereniging van Beroepsjournalisten in België’ genoemd, afgekort ‘AVBB’.**  **Verder in deze statuten wordt ze ‘de vereniging’ genoemd.**  ***Artikel 2. Maatschappelijke zetel***  **De vereniging is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.**  **Het bestuur is bevoegd om de maatschappelijke zetel te verplaatsen binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.**  ***Artikel 3. Doel en voorwerp***  **De vereniging stelt zich tot doel de behartiging van de beroepsbelangen van haar leden, op federaal niveau, via studie, individuele dienstverlening en collectieve belangenbehartiging.**  **In dat kader kwijt de vereniging zich van onder meer:**   1. **de verdediging van de vrijheid van informatie, de persvrijheid en de rechten en vrijheden van journalisten in het bijzonder;** 2. **het waken over de toepassing van de regelgeving die de titels van beroepsjournalist en journalist van beroep beschermt en de behartiging van de specifieke beroepsbelangen van deze journalisten;** 3. **het bijstaan van stagiairs, journalisten in bijberoep en andere journalisten die aansluiten bij de vereniging;** 4. **het vrijwaren en versterken van de arbeidsvoorwaarden en sociale rechten van journalisten, hetzij loontrekkenden, hetzij freelancers, hetzij journalisten werkzaam in atypische werkvormen;** 5. **het waken over de toepassing en vrijwaring van het wettelijke pensioenregime voor beroepsjournalisten;** 6. **het vrijwaren en versterken van de auteursrechten van journalisten;** 7. **het vrijwaren en bevorderen van praktische en materiële faciliteiten die het werken als journalist kunnen vergemakkelijken;** 8. **het bevorderen en promoten van de journalistieke beroepsethiek als essentieel bestanddeel van een persvrijheid met verantwoordelijkheid;** 9. **het in naam van haar leden sluiten van collectieve akkoorden die voorgaande doelstellingen kunnen dienen;** 10. **het voeren of ondersteunen van gerechtelijke procedures, als eiser of als verweerder, in haar eigen belang of dat van haar leden;** 11. **het creëren van entiteiten binnen of buiten haar schoot die voorgaande doelstellingen kunnen dienen;** 12. **het aangaan van samenwerkingsverbanden met externe entiteiten voor zover dat voorgaande doelstellingen kan dienen;** 13. **het aansluiten bij en zich engageren in internationale organisaties die gelijklopende doelen nastreven;** 14. **het tewerkstellen van personeel;** 15. **het beheren van lokalen en andere infrastructuur die voorgaande doelstellingen kunnen dienen.**   **De vereniging kan daarbij alle activiteiten ontplooien die rechtstreeks of onrechtstreeks bijdragen tot de verwezenlijking van haar doel.**  **De vereniging mag rechtstreeks noch onrechtstreeks enig vermogensvoordeel verlenen aan de oprichters, de leden, de bestuurders of enig andere persoon, behalve wanneer dit bijdraagt tot de verwezenlijking van haar statutaire doel.**  **Elke verrichting in strijd met dit verbod is nietig.**  ***Artikel 4. Werkingsgebied***  **Het werkingsgebied van de vereniging omvat het grondgebied België.**  ***Artikel 5. Duur***  **De vereniging is opgericht voor onbepaalde duur.**  **Ze kan op elk moment worden ontbonden overeenkomstig deze statuten.**  ***Artikel 6. Verhouding met de verenigingen VVJ en AJP***  **De vereniging ontplooit haar werking in nauw overleg met de VVJ en AJP.**  **II. LIDMAATSCHAP**  ***Artikel 7. Categorieën leden***  **De vereniging omvat werkelijke leden en toegetreden leden.**  **De leden zijn niet gehouden tot het betalen van een lidmaatschapsbijdrage.**  ***Artikel 8. Werkelijke leden - aantal***  **Er zijn minstens zeven werkelijke leden.**  ***Artikel 9. Werkelijke leden - aansluiting***  **Is werkelijk lid van de vereniging, elke journalist die als lid is aangesloten bij de VVJ of de AJP.**  ***Artikel 10. Werkelijke leden - rechten en plichten***  **Behalve met de wettelijk bepaalde rechten en plichten, stemmen de leden in met de rechten en plichten die voortvloeien uit deze statuten, uit de deontologische codes van respectievelijk de Raad voor de Journalistiek en de Conseil de Déontologie Journalistique en uit de reglementen die de vereniging verder aanneemt.**  ***Artikel 11. Werkelijke leden – ontslagneming en uitsluiting***  **Elke ontslagneming of uitsluiting van een werkelijk lid uit de vereniging VVJ of de vereniging AJP conform hun respectievelijke statuten, brengt het ontslag of de uitsluiting met zich mee uit de vereniging.**  ***Artikel 12. Toegetreden leden - aansluiting***  **Is toegetreden lid van de vereniging, elke journalist die als toegetreden lid is aangesloten bij de VVJ of de AJP.**  ***Artikel 13. Toegetreden leden – rechten en plichten***  **Behalve met de wettelijk bepaalde rechten en plichten, stemmen de toegetreden leden in met de rechten en plichten die voortvloeien uit deze statuten, uit de deontologische codes van respectievelijk de Raad voor de Journalistiek en de Conseil de Déontologie Journalistique en uit de reglementen die de vereniging verder aanneemt.**  ***Artikel 14. Toegetreden leden – ontslagneming en uitsluiting***  **Elke ontslagneming of uitsluiting van een toegetreden lid uit de VVJ of de AJP conform hun respectievelijke statuten, brengt het ontslag of de uitsluiting met zich mee uit de vereniging.**  **III. ALGEMENE VERGADERING**  ***Artikel 15. Samenstelling***  **De algemene vergadering omvat de werkende leden.**  **De toegetreden leden mogen deelnemen aan de bijeenkomsten als waarnemer en zonder stemrecht.**  ***Artikel 16. Bevoegdheden***  **De algemene vergadering oefent exclusief de volgende bevoegdheden uit:**   * **de benoeming en de afzetting van de bestuurders;** * **de goedkeuring van de jaarrekening en de begroting;** * **de kwijting aan de bestuurders;** * **de uitsluiting van een lid;** * **de wijziging van de statuten;** * **de goedkeuring van het intern reglement en het wijzigen ervan;** * **de ontbinding van de vereniging;** * **alle andere bevoegdheden die de wet of deze statuten bepalen.**   ***Artikel 17. Bijeenkomsten***  **De algemene vergadering wordt één keer per jaar bijeengeroepen uiterlijk op 31 maart.**  **Op deze algemene vergadering stelt het bestuur een verslag voor van de werkzaamheden in het voorbije jaar.**  **Deze vergadering is tevens gewijd aan de verificatie en goedkeuring van de jaarrekening over het vorige jaar en de begroting voor het lopende jaar, alsook de kwijting van de bestuurders.**  **Behalve in de verplichte gevallen bepaald in de wet of deze statuten, kan de algemene vergadering worden bijeenroepen door het bestuur telkens het dit nodig acht.**  **De algemene vergadering moet worden bijeengeroepen wanneer minstens 1/10 van de werkelijke leden het vraagt met vermelding van het onderwerp dat men wil behandeld zien.**  **In dat geval vindt de bijeenroeping plaats binnen de twee maanden na het verzoek.**  ***Artikel 18. Uitnodiging en agenda***  **Het bestuur roept de algemene vergadering bijeen.**  **De uitnodiging wordt minstens 15 dagen voorafgaand aan de algemene vergadering verstuurd naar alle leden en toegetreden leden per brief of e-mail.**  **De uitnodiging bevat de datum, uur en plaats van de algemene vergadering, evenals de agenda.**  **De definitieve agenda bevat verplicht elk voorstel dat minstens 1/20 van de leden schriftelijk bezorgen aan het bestuur, dit uiterlijk 7 dagen voor het tijdstip van de algemene vergadering.**  **De algemene vergadering kan zich buigen over een item dat niet in de agenda is opgenomen ingeval van hoogdringendheid.**  **Deze moet vooraf door de algemene vergadering worden erkend met een meerderheid van 2/3 van de geldig uitgebrachte stemmen.**  ***Artikel 19. Aanwezigheidsquorum***  **De algemene vergadering kan geldig beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, tenzij de wet of deze statuten het anders bepalen.**  ***Artikel 20. Verloop***  **De voorzitter leidt de bijeenkomst.**  **Bij diens afwezigheid leidt de ondervoorzitter de bijeenkomst, en bij diens afwezigheid het oudste bestuurslid.**  **Elk lid en toegetreden lid kan vragen stellen met betrekking tot de agendapunten, zowel voor als tijdens de vergadering.**  **De bestuurders geven daarop het gepaste antwoord.**  **Ze kunnen enkel weigeren dat te doen in het belang van de vereniging, wanneer een mededeling de vereniging schade kan berokkenen of in strijd is met de door de vereniging aangegane vertrouwelijkheidsclausules.**  ***Artikel 21. Stemmingen***  **Elk werkend lid heeft op de algemene vergadering één stem.**  **Toegetreden leden wonen de algemene vergadering bij zonder stemgerechtigd te zijn.**  **Een werkend lid kan zich door een ander werkend lid laten vertegenwoordigen. Een aanwezig lid kan maximaal 5 volmachten hebben.**  **De stemming kan gebeuren door handopsteking of, op vraag van 2/3 van de leden die aanwezig of vertegenwoordigd zijn, geheim.**  **Beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van de stemmen van de aanwezige en vertegenwoordigde leden, tenzij de wet of deze statuten anders bepalen.**  **Voor de berekening van de stemmen wordt geen rekening gehouden met blanco stemmen, ongeldige stemmen of onthoudingen.**  **Bij gelijkheid van stemmen is de stem van de voorzitter van de AV doorslaggevend.**  ***Artikel 22. Verslag - bekendmaking***  **Van de beslissingen van de algemene vergadering wordt een verslag bijgehouden in een verslagboek op de maatschappelijke zetel van de vereniging.**  **Alle leden hebben een recht van inzage in dit verslagboek op de maatschappelijke zetel van de vereniging.**  **Ook derden die een legitiem belang kunnen aanvoeren, kunnen dit verslagboek inkijken.**  **Het bestuur zorgt voor de nodige bekendmaking van de beslissingen van de algemene vergadering.**  **IV. BESTUUR**  ***Artikel 23. Samenstelling***  **De vereniging wordt bestuurd door een bestuur dat is samengesteld uit minstens 8 en hoogstens 20 bestuurders.**  **De bestuursleden worden voorgedragen door de algemene vergaderingen van respectievelijk de VVJ en de AJP, en moeten al bestuurslid zijn in deze verenigingen.**  **Het aantal bestuursleden afkomstig van de VVJ is gelijk aan dat van de AJP.**  **Het totale aantal bestuursleden wordt afgestemd op het laagste aantal voorgedragen bestuursleden afkomstig van VVJ en AJP, met dien verstande dat elk minstens 4 bestuursleden moet voordragen.**  **De bestuurders worden aangeduid voor een termijn van 4 jaar, die onbeperkt hernieuwbaar is.**  ***Artikel 24. Beëindiging mandaat***  **Een bestuurder beëindigt zijn of haar bestuursmandaat op de algemene vergadering die beslist over een nieuwe bestuursperiode van 4 jaar.**  **Een bestuurder die de hoedanigheid van bestuurslid van de eigen vereniging VVJ dan wel AJP verliest, verliest automatisch de functie van bestuurslid van de vereniging.**  **Een bestuurder kan ontslag nemen uit het bestuur door schriftelijke kennisgeving aan de voorzitter.**  **Elk ontslag dat leidt tot minder dan 8 bestuursleden, kan slechts plaatsvinden na de vervanging van de ontslagnemende bestuurder.**  **Daarnaast kan het mandaat van een bestuurder worden beëindigd door de algemene vergadering met een gewone meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen.**  **Deze stemming verloopt geheim.**  **Een bestuurder van wie het mandaat voortijdig wordt beëindigd, wordt uiterlijk op de eerstvolgende algemene vergadering vervangen door een nieuwe bestuurder voorgedragen, naargelang het geval, door de VVJ of de AJP.**  ***Artikel 25. Bevoegdheden***  **Het bestuur is bevoegd voor alle bestuurshandelingen die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het voorwerp van de vereniging, met uitzondering van de handelingen waarvoor volgens de wet of deze statuten de algemene vergadering bevoegd is.**  ***Artikel 26. Uitoefening mandaat***  **De bestuurders oefenen hun mandaat kosteloos uit.**  **De kosten die zij maken in het kader van de uitoefening van hun bestuursmandaat worden op voorlegging van de nodige bewijsstukken vergoed.**  ***Artikel 27. Belangenconflict***  **Een bestuurder met een vermogensrechtelijk belang dat strijdig is met het belang van de vereniging, moet dit bij aanvang van de beraadslaging meedelen aan het bestuur.**  **Deze bestuurder onthoudt zich van verdere deelname aan de beraadslaging en aan de stemming.**  ***Artikel 28. Organisatie***  **De bestuursraad omvat een voorzitter, een ondervoorzitter, een secretaris, een penningmeester en verder gewone bestuursleden.**  **De bestuursraad stelt de voorzitter en de ondervoorzitter aan in zijn eigen rangen, waarbij de ene lid moet zijn van de VVJ en de andere lid van de AJP.**  **Halfweg de bestuursperiode wisselen de voorzitter en de ondervoorzitter hun mandaten om.**  **De voorzitter leidt de bijeenkomsten van de algemene vergadering en het bestuur.**  **Hij of zij waakt over de goede werking van de vereniging en vertegenwoordigt ze naar buiten.**  **De ondervoorzitter staat de voorzitter bij en vervangt deze bij diens afwezigheid.**  **De bestuursraad stelt de secretaris en de penningmeester aan in zijn eigen rangen, waarbij de ene lid moet zijn van de VVJ en de andere lid van de AJP.**  **VVJ en AJP leveren om beurt de secretaris en de penningmeester.**  **De secretaris waakt mee over de goede gang van zaken in het bestuur.**  **De penningmeester waakt over de financiën van de vereniging en rapporteert daarover aan het bestuur en de algemene vergadering.**  **De voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en de penningmeester vormen samen het dagelijks bestuur, en zijn als zodanig bevoegd voor de dagelijkse opvolging van de werkzaamheden van de vereniging en haar personeel.**  **De bestuurders kunnen specifieke bestuurstaken verder onder elkaar verdelen, dan wel de uitvoering daarvan delegeren aan de nationaal secretarissen van de VVJ en de AJP.**  ***Artikel 29. Externe vertegenwoordiging***  **De vereniging wordt ten aanzien van derden geldig vertegenwoordigd door de voorzitter en de ondervoorzitter, gezamenlijk optredend.**  **Dezen kunnen de uitvoering van deze bevoegdheid delegeren aan de nationaal secretarissen van de VVJ en AJP, gezamenlijk optredend.**  ***Artikel 30. Vergaderingen***  **Het bestuur vergadert minstens om de drie maanden, op initiatief van de voorzitter.**  **De vergaderingen vinden plaats op de zetel van de vereniging, online of in hybride vorm.**  **De voorzitter moet de raad bijeenroepen binnen de tien dagen wanneer minstens drie bestuursleden daar schriftelijk om verzoeken.**  **De voorzitter bepaalt de agenda, desgevallend na input van de bestuurders die dit wensen.**  **De uitnodiging wordt per e-mail verstuurd minstens vijf dagen voor de bijeenkomst, met vermelding van de plaats of de online locatie, het tijdstip en de agenda.**  **De voorzitter zit de vergaderingen voor, en bij diens afwezigheid respectievelijk de ondervoorzitter en het oudste bestuurslid.**  ***Artikel 31. Aanwezigheid, quorum en beslissingen***  **Wie verhinderd is, kan zich bij volmacht door een andere bestuurder laten vertegenwoordigen.**  **Een bestuurder kan slechts één andere bestuurder bij volmacht vertegenwoordigen.**  **Het bestuur kan slechts geldig beraadslagen en besluiten indien minstens de helft van de bestuurders aanwezig is.**  **Voor spoedeisende beslissingen kan hiervan worden afgeweken of een raadpleging per e-mail worden gehouden.**  **Het bestuur beslist met eenvoudige meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen.**  **Bij staking der stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.**  ***Artikel 32. Verslag***  **Van de beraadslagingen en beslissingen van het bestuur wordt een verslag gemaakt.**  **Dit wordt goedgekeurd op elke eerstvolgende bijeenkomst van het bestuur.**  **De verslagen worden bijgehouden op de maatschappelijke zetel van de vereniging.**  **Elke bestuurder heeft recht op inzage van de verslagen.**  ***Artikel 33. Aansprakelijkheid bestuurders***  **De bestuurders zijn niet persoonlijk verbonden door de verbintenissen van de vereniging.**  **Tegenover de vereniging en tegenover derden is hun verantwoordelijkheid beperkt tot de vervulling van de hun gegeven opdracht overeenkomstig het gemeen recht, het bepaalde in de wet en in de statuten, en zijn ze enkel aansprakelijk voor de hen persoonlijk toerekenbare fouten, begaan in hun opdracht van bestuur.**  **De vereniging staat in voor een verzekering voor bestuurdersaansprakelijkheid.**  **V. FINANCIËN**  ***Artikel 34. Financiële middelen***  **Het vermogen van de vereniging bevat alle roerende en onroerende goederen die zij heeft verkregen en welke de wet haar toelaat te bezitten.**  **Het maatschappelijk kapitaal omvat bijdragen van de verenigingen VVJ en AJP, federale subsidies die toekomen aan de vereniging, bijdragen vanwege de mediahuizen, schenkingen en legaten van particulieren en alle andere voordelen die de vereniging wettelijk mag genieten.**  **De financiering vanwege de VVJ en de AJP gebeurt paritair en pro-actief in de vorm van trimestriële bijdragen, die worden berekend op basis van de begroting van het betreffende jaar.**  **Van het principe van de paritaire financiering kan uitzonderlijk en tijdelijk worden afgeweken op gemotiveerd verzoek van VVJ of AJP en mits een akkoord tussen beide en de vereniging.**  ***Artikel 35. Plaatsing van de fondsen***  **De fondsen van de vereniging worden op haar naam geplaatst bij een kredietinstelling.**  **Het is de vereniging verboden aandelen of andere vormen van participaties te nemen in handelsvennootschappen.**  ***Artikel 36. Boekjaar***  **Het boekjaar van de vereniging begint op 1 januari en eindigt op 31 december.**  ***Artikel 37. Boekhouding***  **De boekhouding wordt gevoerd overeenkomstig de bepalingen in het WVV en de betreffende uitvoeringsbesluiten.**  **De jaarrekening wordt na goedkeuring door de algemene vergadering neergelegd op de griffie van de ondernemingsrechtbank.**  **VI. GESCHILLEN**  ***Artikel 38. Geschillen met of tussen leden***  **De betwistingen die rijzen binnen de vereniging, ofwel tussen leden, ofwel tussen één of meerdere leden en de vereniging, en die de toepassing van de statuten en reglementen tot voorwerp hebben, worden geregeld door arbitrage.**  **De arbitrage wordt gevoerd overeenkomstig de artikelen 1676 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.**  **De scheidsrechterlijke beslissing is niet vatbaar voor de gewone beroepsmiddelen.**  ***Artikel 39. Geschillen tussen verenigingen***  **De vereniging kan worden gevat om een conflict op te lossen tussen de verenigingen VVJ en AJP ingevolge een schriftelijke klacht die door een van hen of door beiden wordt ingediend.**  **In dat geval roept de vereniging haar bestuursraad bijeen, die zal moeten samenkomen binnen de zestig dagen na het toekomen van de klacht.**  **Om geldig te beraadslagen, zal deze bestuursraad minstens 2/3 van zijn leden moeten samenbrengen.**  **De bestuursraad kan slechts geldig oordelen over het geschil met een beslissing die wordt aangenomen door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de VVJ en door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de AJP.**  **Bij gebrek aan een beslissing van de bestuursraad roept deze een vergadering bijeen, samengesteld uit alle leden van de bestuursraden van de VVJ en de AJP.**  **Indien de bestuursraad van één van deze verenigingen meer leden telt dan de bestuursraad van de andere, dan kan zij op deze vergadering slechts een aantal bestuursleden afvaardigen gelijk aan het aantal bestuursleden van de andere vereniging.**  **Om geldig te kunnen beraadslagen moeten minstens 2/3 van de betrokken bestuursleden aanwezig zijn.**  **Deze vergadering kan slechts geldig oordelen over het geschil met een beslissing die wordt aangenomen door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de VVJ en door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de AJP.**  **Bij gebrek aan beslissing van deze vergadering roept de vereniging een buitengewone algemene vergadering van haar leden samen.**  **VII. INTERN REGLEMENT**  ***Artikel 40. Intern reglement***  **Het bestuur vaardigt alle interne reglementen uit die het nodig oordeelt, en steeds overeenkomstig de wet en deze statuten.**  **Het intern reglement en elke wijziging daarvan worden aan de leden meegedeeld.**  **Het intern reglement is steeds ter inzage van alle leden.**  **VIII. WIJZIGING VAN DE STATUTEN**  ***Artikel 41. Wijziging van de statuten***  **Enkel een buitengewone algemene vergadering kan beraadslagen en beslissen over een statutenwijziging.**  **De voorgestelde wijzigingen moeten nauwkeurig zijn aangegeven in de oproeping.**  **Ze worden aan de leden bezorgd minstens 15 dagen voor de algemene vergadering.**  **Minstens 2/3 van de leden moeten op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn.**  **Is deze voorwaarde niet vervuld, dan moet een tweede buitengewone algemene vergadering worden bijeengeroepen, ten vroegste 15 dagen na de eerste vergadering.**  **Deze tweede algemene vergadering kan geldig beraadslagen en beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde stemmen.**  **Een wijziging van de statuten vereist een meerderheid van 2/3 van de uitgebrachte stemmen.**  **Blanco stemmen, ongeldige stemmen en onthoudingen worden niet meegerekend.**  **Indien de statutenwijziging betrekking heeft op het doel of het voorwerp van de vereniging, is zij alleen aangenomen met 4/5 van de uitgebrachte stemmen.**  **IX. ONTBINDING EN VEREFFENING**  ***Artikel 42. Vrijwillige ontbinding van de vereniging***  **De vereniging kan op elk moment worden ontbonden door de algemene vergadering op voorstel van het bestuur of minstens 1/5 van de leden.**  **Enkel een buitengewone algemene vergadering kan beraadslagen en beslissen over de ontbinding van de vereniging.**  **De beoogde ontbinding moet expliciet zijn aangegeven in de oproeping.**  **De algemene vergadering kan slechts geldig beraadslagen en beslissen over de ontbinding wanneer minstens 2/3 van de leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn.**  **Is deze voorwaarde niet vervuld, dan moet een tweede buitengewone algemene vergadering worden bijeengeroepen, ten vroegste vijftien dagen na de eerste vergadering.**  **Deze tweede algemene vergadering kan geldig beraadslagen en beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde stemmen.**  **De beslissing tot ontbinding moet worden genomen met een bijzondere meerderheid van 4/5 van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen.**  **Blanco stemmen, ongeldige stemmen en onthoudingen worden niet meegeteld.**  **Bij een beslissing tot ontbinding benoemt de algemene vergadering een of meer vereffenaars, van wie zij de opdracht omschrijft.**  **Vanaf de beslissing tot ontbinding vermeldt de vereniging dat zij ‘VZW in vereffening’ is.**  ***Artikel 43. Bestemming van het vermogen van de vereniging na ontbinding***  **Onverminderd lid 2 beslist de algemene vergadering in geval van ontbinding en vereffening over de bestemming van het vermogen van de vereniging, en bij ontstentenis van dergelijke beslissing de vereffenaar.**  **Na betaling van de schulden wordt het bezit van de vereniging als volgt verdeeld:**   * **het bedrag van de schenkingen en legaten wordt opnieuw overgemaakt aan de schenker of aan diens erfgenamen of rechthebbenden voor zover het recht van terugneming opgenomen werd in de schenkingsakte en de vordering wordt ingesteld binnen het jaar na de publicatie van de beslissing tot ontbinding;** * **het netto-actief, gebeurlijk verminderd met het bedrag van de giften en legaten gedaan aan de vereniging, wordt toegekend aan een of meerdere gelijkaardige of aanverwante verenigingen, aangeduid door de algemene vergadering.**   ***Artikel 44. Bekendmaking***  **Alle beslissingen betreffende de ontbinding, de vereffeningsvoorwaarden, de benoeming en de ambtsbeëindiging van de vereffenaars, de afsluiting van de vereffening en de bestemming van het actief worden opgenomen in het verenigingsdossier ter griffie van de ondernemingsrechtbank, en bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.**  **X. SLOT**  ***Artikel 45. Slot***  **Voor alle gevallen die niet geregeld zijn door deze statuten, zijn de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen (WVV) en de uitvoeringsbesluiten van toepassing.** | **Titel I: Benaming, maatschappelijke zetel, doel, duur**  ***Artikel 1 : Benaming***  De vereniging wordt genoemd: "Algemene Vereniging van Beroepsjournalisten in België" – Federale Vereniging, afgekort: "A.V.B.B.".  ***Artikel 2 : Maatschappelijke zetel***  Haar zetel wordt gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en is thans gevestigd te 1000 Brussel, Zennestraat 21.  Haar werkgebied strekt zich uit over het grondgebied van België.  ***Artikel 3 : Doel***  De vereniging heeft tot doel, op federaal vlak, de studie, de bescherming en de ontwikkeling van de beroepsbelangen van haar leden.  Ten dien einde zal de vereniging zich, zonder dat deze lijst limitatief is, toeleggen op:  1. de verdediging van de professionele vrijheid van de journalisten en de rechten van de pers  2. het waken over de toepassing van de wetgeving die de titel van beroepsjournalist beschermt  3. het onderhouden tussen haar leden van de regels van de professionele waardigheid en de solidariteitsverplichtingen die zij hen oplegt  4. het waken over de toepassing en de naleving van de regels van de beroepsdeontologie  5. het bijstaan van de leden-stagiairs  6. het nemen van alle maatregelen voor de organisatie, buiten haar schoot, van alle instellingen met als kenmerk het beschermen of het bevorderen van de morele en materiële positie van de beroepsjournalisten of stagiairs  7. de lokalen te beheren waarin de persorganismen, en –verenigingen, erkend door de algemene vergadering op voorstel van de bestuursraad hun zetel kunnen hebben  8. het verzekeren van de opdrachten die haar zijn gedelegeerd door de beroepsverenigingen Association des Journalistes Professionnels (afgekort A.J.P.) en Vlaamse Vereniging van Journalisten (afgekort V.V.J.), inzonderheid het in naam van haar leden onderhandelen en sluiten met wie het aanbelangt, van alle akkoorden en conventies die betrekking hebben op de bescherming van de beroepsbelangen van de leden, ondermeer op het vlak van de arbeidsvoorwaarden, bezoldigingen en pensioenen en de verdediging van de auteursrechten.  Zij kan alle handelingen stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op haar doel. Zij kan ondermeer haar medewerking verlenen en aandacht schenken aan alle activiteiten gelijkaardig aan haar doel.  ***Artikel 4 : Duur***  De vereniging wordt opgericht voor onbepaalde duur. Zij kan op ieder ogenblik worden ontbonden.  **Titel II : Categorieën van leden - Toetredings- en uittredingsvoorwaarden voor de leden**  ***Artikel 5 : Categorieën van leden***  De vereniging bestaat uit werkende leden, ereleden en honoraire leden. De vereniging moet minstens drie vierde werkende leden tellen. Ze bevat minstens zeven werkende leden.  ***Artikel 6 : Werkende leden***  De werkende leden van de beroepsvereniging A.J.P. en de werkende leden van de beroepsvereniging V.V.J. zijn van rechtswege werkend lid van de vereniging.  Zo ook verliezen de personen die ophouden werkend lid te zijn van de A.J.P of de V.V.J. van rechtswege de hoedanigheid van werkend lid.  Door zijn toetreding verbindt het werkend lid er zich toe in te stemmen met onderhavige statuten en zich te gedragen naar alle reglementen van de vereniging.  ***Artikel 7 : Ereleden***  De ereleden van de beroepsvereniging A.J.P. en de ereleden van de beroepsvereniging V.V.J. zijn van rechtswege ereleden van de vereniging.  Zo ook verliezen de personen die ophouden erelid te zijn van de A.J.P. of de V.V.J van rechtswege de hoedanigheid van erelid.  Door zijn toetreding verbindt het erelid er zich toe in te stemmen met onderhavige statuten en zich te gedragen naar alle reglementen van de vereniging.  ***Artikel 8: Honoraire leden***  De honoraire leden zijn deze die, door de diensten die zij hebben bewezen, bijdragen tot de ontplooiing van het beroep. Zij worden in deze hoedanigheid benoemd door de algemene vergadering.  ***Artikel 9 : Ontslag, uitsluiting, verlies van de hoedanigheid van lid***  Alle leden zijn vrij zich op ieder ogenblik uit de vereniging terug te trekken door schriftelijk hun ontslag over te maken aan de voorzitter van de bestuursraad.  De uitsluiting van een lid kan door de bestuursraad worden uitgesproken wanneer diens handelingen onverenigbaar zijn met de doelstellingen, statuten en reglementen van de vereniging. Ieder lid waarvan de uitsluiting wordt voorgesteld wordt voorafgaandelijk opgeroepen door de bestuursraad teneinde te worden gehoord in zijn middelen van verdediging.  Het lid waarvan de uitsluiting wordt vervolgd, trekt zich terug na te zijn gehoord teneinde de bestuursraad toe te laten in zijn afwezigheid te beraadslagen.  De beslissing tot uitsluiting kan slechts genomen worden, indien deze goedgekeurd wordt door de meerderheid van de leden van de bestuursraad van de A.J.P. en door de meerderheid van de leden van de bestuursraad van de V.V.J.  De beslissing tot uitsluiting wordt het uitgesloten lid ter kennis gebracht per aangetekende zending.  De werkende leden die, om welke reden ook, de titel verliezen van beroepsjournalist in de zin van de wet van 30 december 1963 of die van journalist van beroep in de zin van het KB van 12 april 1966, of die, om welke reden ook, ophouden de stage te doorlopen die na twee jaar dient te leiden tot de machtiging de titel van beroepsjournalist te dragen in toepassing van de wet van 30 december 1963, verliezen hun hoedanigheid van werkend lid.  Verliezen van rechtswege, overeenkomstig het geval, de hoedanigheid van werkend lid of erelid de personen die ophouden werkend lid of erelid te zijn van de A.J.P. of de V.V.J.  De ontslagnemende, afgezette of uitgesloten leden, en de rechthebbenden of erfgenamen van de overleden leden hebben geen enkel recht te laten gelden op het maatschappelijk bezit, en kunnen geen enkele rekening vorderen, noch de zegels laten leggen of een inventaris vorderen; zij verliezen alle rechten op de voordelen van de vereniging, die van hen nochtans de vervallen en lopende bijdragen kan vorderen.  ***Artikel 10 : Gevolgen van de toetreding***  Iedere toetreding brengt automatisch de instemming van het nieuwe lid met de statuten van de vereniging, de uitgevaardigde reglementen en de conform onderhavige statuten genomen beslissingen met zich mee.  Alle akten bestemd voor een lid zullen hem geldig worden betekend op de door hem in het verzoek tot toetreding opgegeven woonplaats, of op de laatste plaats die hij op uitdrukkelijke wijze aan de bestuursraad zal hebben laten kennen.  ***Artikel 11 : Bijdrage***  Een jaarlijkse lidmaatschapsbijdrage, vastgesteld door de algemene vergadering, kan ten laste worden gelegd van de werkende leden en ereleden***.***  Bijzondere bijdragen voor speciale taken of diensten kunnen door de algemene vergadering worden vastgelegd op voordracht van de bestuursraad.  **Titel III : Algemene vergadering**  ***Artikel 12 : Samenstelling***  De algemene vergadering is samengesteld uit alle werkende leden van de vereniging***.***  De ereleden en de honoraire ledenmogen eraan deelnemen als eenvoudige waarnemer en zonder stemgerechtigd te zijn.  ***Artikel 13 : Bevoegdheden***  De algemene vergadering beschikt over de bevoegdheden die haar uitdrukkelijk door de wet en onderhavige statuten zijn toebedeeld.  Vallen onder de bevoegdheid van de algemene vergadering :   1. De verkiezing van de leden van de bestuursraad 2. de intrekking van het mandaat van de leden van de bestuursraad 3. de wijziging van de statuten   - de ontbinding van de vereniging  - de goedkeuring van de begrotingen en rekeningen  - de goedkeuring van het Huishoudelijk Reglement en het wijzigen ervan***.***  De statuten kunnen slechts gewijzigd worden conform de regels en procedures voorgeschreven in artikel 32 van de statuten***.***  ***Artikel 14 : Vergaderingen***  De gewone algemene vergadering vergadert één maal per jaar, en dit voor 1 maart.  Deze vergadering wordt gewijd aan de indiening en het nazicht van de rekeningen afgesloten op de voorafgaande 31ste december. Op deze algemene vergadering stelt de bestuursraad een verslag voor van de totaliteit van de verrichtingen van het afgelopen jaar en legt de jaarrekening van de inkomsten en uitgaven, alsook de werkrekeningen opgesteld door de vereniging in toepassing van artikel 2, 1 tot 5 van de wet van 31 maart 1898, ter goedkeuring voor.  De rekeningen worden opgesteld overeenkomstig het model uitgevaardigd door de overheid. Zij dienen door de penningmeester op de zetel van de vereniging ter inzage van de leden te liggen gedurende de vijftien dagen die de hoger vermelde algemene vergadering voorafgaan. Zij worden slechts openbaar gemaakt wanneer de algemene vergadering ze goedkeurde. De aldus goedgekeurde rekeningen worden, tesamen met de andere stukken vermeld in artikel 8 van de wet van 31 maart 1898 vóór de 1ste maart van ieder jaar door de bestuursraad aan het Ministerie van Arbeid en Tewerkstelling overgemaakt.  Daarenboven kan er op ieder ogenblik een buitengewone algemene vergadering worden samengeroepen op initiatief van de bestuursraad. De vergadering dient te worden samengeroepen wanneer één tiende van de werkende leden erom verzoekt en het onderwerp dat zij op de dagorde willen plaatsen aangeeft.  De oproepingen worden aan de leden overgemaakt door de secretaris of, bij gebreke daarvan, door de voorzitter van de bestuursraad, of nog door het daartoe door de bestuursraad aangestelde bestuurslid. De oproeping wordt ten minste twee weken voor de vergadering per gewone brief of per e-mail aan de leden overgemaakt.  De oproeping bevat de dagorde.  De algemene vergadering kan niet oordelen over een punt dat niet op de dagorde staat, behoudens in dringende gevallen, erkend door de vergadering met een meerderheid van twee derde van de geldig uitgebrachte stemmen.  ***Artikel 15 : Het houden van de vergaderingen***  De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de bestuursraad, of, bij gebreke daarvan, door de ondervoorzitter of het daartoe door de bestuursraad aangestelde bestuurslid.  De werkende leden zijn stemgerechtigd***.***  Zij kunnen zich op de algemene vergadering door een ander lid laten vertegenwoordigen zonder dat deze laatste titularis kan zijn van meer dan vijf volmachten.  De beslissingen worden bij eenvoudige meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen genomen, behoudens in de uitdrukkelijk door onderhavige statuten of door de wet voorziene gevallen.  Zo nodig kan de algemene vergadering worden opgesplitst in twee kiescolleges: enerzijds de leden die houder zijn van een beroepskaart “F” of “FS” en, anderzijds, de leden die houder zijn van een beroepskaart “N” of “NS”.  Bij staking der stemmen is de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend.  ***Artikel 16 : Bekendmaking van de beslissingen***  De beslissingen van de algemene vergadering worden op schrift gesteld in een register van de processen-verbaal, ondertekend door de voorzitter van de vergadering en een ander bestuurslid.  Dit register wordt bewaard op de maatschappelijke zetel; alle leden mogen er kennis van nemen doch zonder verplaatsing van het register.  De beslissingen van individuele orde worden ter kennis gebracht van de belanghebbenden en van de derden die een legitiem belang aantonen, per gewone brief.  **Titel IV : De bestuursraad**  ***Artikel 17 : Samenstelling***  De vereniging wordt bestuurd door een raad samengesteld uit minstens acht bestuursleden, die paritair is samengesteld uit:  - minstens vier leden, gekozen door de algemene vergadering op voorstel van de bestuursraad van de AJP.  - minstens vier leden, gekozen door de algemene vergadering op voorstel van de bestuursraad van de VVJ.  De kandidaten die worden voorgedragen door de A.J.P. en door de V.V.J. moeten leden van de bestuursraad zijn van de beroepsvereniging die hun kandidatuur voordraagt.  De bestuursleden kunnen ten allen tijde worden afgezet door de algemene vergadering. De beslissing tot afzetting kan slechts worden genomen indien zij de goedkeuring krijgt van de meerderheid in ieder door artikel 16 van onderhavige statuten voorzien kiescollege.  In geval van afzetting, ontslag of overlijden van een bestuurslid, gaat de vereniging over tot de aanstelling van zijn vervanger in de loop van de algemene vergadering die volgt op de afzetting, het ontslag of het overlijden.  Het afgezette bestuurslid kan slechts opnieuw worden aangeduid voor de uitoefening van een mandaat van bestuurslid na het verstrijken van een termijn van vier jaar lopende vanaf de datum van zijn afzetting, behoudens een tegenovergestelde beslissing genomen door de algemene vergadering.  Bij gebreke aan een regelmatige aanstelling van één of meerdere bestuursleden, is de raad geldig samengesteld uit de overige regelmatig aangestelde bestuursleden.  De duur van het mandaat bedraagt vier jaar. De leden kunnen worden herkozen.  Het daartoe benoemde bestuurslid beëindigt het mandaat van diegene die hij vervangt in geval van vacature in de loop van het mandaat.  Ieder ontslag dat de vermindering van het aantal bestuursleden onder het aantal van acht met zich mee zou brengen, kan slechts effect ressorteren na de vervanging van het ontslagnemende bestuurslid.  Bij niet gerechtvaardigde afwezigheid van een bestuurslid op drie opeenvolgende vergaderingen van de bestuursraad kan zijn afzetting worden voorgelegd aan de algemene vergadering.  *Artikel 17 bis: Overgangsbepaling*  De bestuursraad neemt, tot aan de volgende bestuursverkiezingen van februari 2019, twee professionele journalisten van de periodieke pers, aangeduid door het bestuur van de VJPP-AJPP en afkomstig uit beide taalrollen, op als waarnemend bestuurslid zonder stemrecht. Bij de eerstvolgende bestuursverkiezingen van februari 2019 kunnen de professionele journalisten van de periodieke pers – voor zover ze nog niet zijn geïntegreerd in het statuut van beroepsjournalist – zich kandidaat stellen voor een effectief bestuursmandaat, conform de statuten en reglementen van VVJ en AJP.    ***Artikel 18 : Werking***  De raad bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter, een penningmeester en een secretaris.  Het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap van de bestuursraad worden afwisselend waargenomen door een lid van de bestuursraad voortkomend uit de V.V.J. en door een lid van de bestuursraad voortkomend uit de A.J.P.  De bestuursraad stelt de voorzitter en de ondervoorzitter aan waarvan de ene lid dient te zijn van de A.J.P. en de andere van de V.V.J.  De bestuursraad stelt binnen zijn rangen de secretaris en de penningmeester aan waarvan de ene lid dient te zijn van de A.J.P. en de andere van de V.V.J.  ***Artikel 19 : Bevoegdheden***  De bestuursraad beschikt over alle bevoegdheden tot bestuur en beheer van de vereniging, met uitzondering van de bevoegdheden die door de wet of door onderhavige statuten aan de algemene vergadering werden toegekend.  ***Artikel 20 : Dagelijks bestuur***  Het dagelijks bestuur van de vereniging kan waargenomen worden door de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris, de penningmeester van de bestuursraad bij volmacht van de raad van bestuur en onder zijn verantwoordelijkheid, net als door twee bestuursleden die aangeduid worden door de raad in zijn schoot, waarbij de ene lid van de A.J.P. is en de andere van de V.V.J.  De bestuursraad kan daarenboven, op zijn verantwoordelijkheid, bepaalde van zijn bevoegdheden delegeren aan één van zijn leden.  ***Artikel 21 : Vergaderingen***  De bestuursraad vergadert minstens om de driemaanden, op initiatief van zijn voorzitter. De voorzitter is gehouden de leden van de raad op te roepen binnen de tien dagen indien minstens drie van zijn leden er schriftelijk om verzoeken.  De oproepingen worden per gewone brief of per e-mail aan de bestuursleden overgemaakt door het daartoe door de bestuursraad aangesteld lid.  De oproeping bevat de dagorde.  Behoudens in dringende gevallen, aangegeven en vermeld in de oproeping, kan de raad slechts beraadslagen indien minstens de helft van zijn leden aanwezig zijn. De bestuursleden zijn niet gemachtigd zich te laten vertegenwoordigen.  Wanneer het quorum van de aanwezigheden niet is bereikt, is de voorzitter, buiten de dringende gevallen, gehouden een nieuwe raad samen te roepen. In dat geval kan de raad beraadslagen en stemmen, wat ook het aantal aanwezige bestuursleden is.  ***Artikel 22 : Beraadslagingen***  De beslissingen van de bestuursraad worden genomen met eenvoudige meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen.  Bij staking der stemmen zijn de stemmen van de voorzitter en ondervoorzitter doorslaggevend. In geval van verschillende stemmen van de voorzitter en de ondervoorzitter wordt er toepassing gemaakt van artikel 37 van de statuten.  De raad wordt voorgezeten door de voorzitter, of, bij zijn afwezigheid, door de ondervoorzitter en, bij afwezigheid van beiden, door het oudste bestuurslid.  ***Artikel 23 : Bekendmaking van de beslissingen***  De processen-verbaal van de vergaderingen van de raad worden opgesteld door de secretaris, of bij zijn afwezigheid, door het daartoe aangestelde bestuurslid.  Deze processen-verbaal worden goedgekeurd op de volgende vergadering van de raad.  De beslissingen van de bestuursraad worden op schrift gesteld in een register van processen-verbaal, ondertekend door de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris. Dit register wordt bewaard op de maatschappelijke zetel.  De leden van de vereniging die een rechtmatig belang kunnen laten blijken, of derden die eenzelfde belang aantonen kunnen zich, in uittreksel, een door de voorzitter eensluidend verklaarde kopie van de beraadslagingen of beslissingen van de bestuursraad laten afleveren.  De beslissingen van individuele orde worden ter kennis gebracht van de belanghebbenden en van de derden die een legitiem belang aantonen, per gewone brief.  ***Artikel 24 : Voorzitter***  De voorzitter waakt over en verzekert de uitvoering van de statuten en reglementen van de vereniging. Hij verzekert de orde van de vergaderingen en neemt alle maatregelen voor de uitvoering van de beslissingen van de bestuursraad.  De voorzitter treedt op bij alle vorderingen in rechte, ofwel als verwerende partij, ofwel als eisende partij binnen de grenzen van de wet van 31 maart 1898, behoudens in geval van bijzondere machtiging door de algemene vergadering of de bestuursraad verleend aan een andere persoon.  De handelingen die de vereniging verbinden worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris of, in geval van bijzondere machtiging door de raad, door een ander lid van de raad van bestuur.  ***Artikel 25 : Ondervoorzitter***  De ondervoorzitter staat de voorzitter bij in zijn opdracht en vervangt hem bij zijn afwezigheid.  De voorzitter kan hem, zo nodig, tijdelijk zijn bevoegdheden delegeren.  ***Artikel 26 : Secretaris***  De secretaris is verantwoordelijk voor de processen-verbaal van de vergaderingen van de bestuursraad en van de algemene vergadering, die hij ondertekent tesamen met de voorzitter en de ondervoorzitter. Overeenkomstig artikel 9 van de wet van 31 maart 1898 houdt hij de lijst van de leden van de vereniging bij. De secretaris beheert en bewaart de archieven van de vereniging.  ***Artikel 27 : Penningmeester***  De penningmeester is verantwoordelijk voor de boekhouding en de bezittingen van de vereniging, waarvan hij de inventaris opstelt en bijhoudt. Hij is verantwoordelijk voor de kas van de vereniging en voor de titels die hem worden toevertrouwd. Hij voert alle betalingen van de vereniging uit, door middel van orders ondertekend tesamen met een ander bestuurslid.  Hij beheert de ontvangst van de sommen verschuldigd aan de vereniging of door haar in te vorderen en hij verleent er kwijting van. Hij voert iedere belegging, overschrijving en invordering van fondsen uit door orders ondertekend tesamen met een ander bestuurslid, met opgave van de te plaatsen, over te plaatsen of op te vragen sommen.  **Titel V : De inkomsten van de vereniging**  ***Artikel 28 : Financiële middelen***  De bezittingen van de vereniging omvatten alle roerende en onroerende goederen, door haar ten bezwarende titel of kosteloos verworven, en die zij wettelijk mag bezitten.  De door de federale overheid aan de vereniging overgemaakte subsidies komen haar integraal toe, evenals de patronale bijdragen gestort in uitvoering van de op federaal vlak afgesloten collectieve arbeidsovereenkomsten.  De werkings- of andere kosten van de vereniging, verminderd met haar rechtstreekse ontvangsten, vallen ten laste van de A.J.P. en de V.V.J. Deze dragen bij tot deze kosten in verhouding tot het aantal leden dat zij respectievelijk tellen.  Het maatschappelijk fonds van de vereniging wordt gevoed door de bijdragen van de leden en de intekeningen van de ereleden, de giften en bijzondere legaten en door ieder ander voordeel waarvan de vereniging wettelijk kan genieten.  ***Artikel 29 : Belegging van de fondsen***  De fondsen van de vereniging dienen op haar naam te worden geplaatst bij een bankinstelling.  In geen geval kan de vereniging inschrijven op aandelen of effecten van handelsvennootschappen.  **Titel VI : Diverse bepalingen**  ***Artikel 30 : Huishoudelijk reglement***  Een huishoudelijk reglement zal door de bestuursraad aan de algemene vergadering worden voorgesteld, en door deze laatste aangenomen worden bij eenvoudige meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen.  Dit reglement zal ondermeer bepalen :  - de wijze waarop de vertegenwoordiging van de journalisten van de Duitstalige pers zal worden verzekerd binnen de bestuursraad.  - de wijze waarop de vertegenwoordiging van de subregionale afdelingen en de beroepsgroepen voor zoveel als mogelijk zal worden verzekerd binnen de bestuursraad.  De algemene vergadering kan wijzigingen aan dit reglement aanbrengen.  ***Artikel 31 : Boekjaar***  Het boekjaar van de vereniging begint op 1 januari en eindigt op 31 december van ieder jaar.  ***Artikel 32 : Wijziging van de statuten - ontbinding en in vereffening stelling***  Tot de wijziging van de statuten en de ontbinding van de vereniging kan slechts geldig worden beslist middels minstens een drie-vierde meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden op een speciaal daartoe samengeroepen algemene vergadering, en ten minste voor de helft samengesteld uit stemgerechtigde leden. Indien de vergadering niet de helft van de leden, rechtstreeks of bij volmacht, verenigt, zal een nieuwe vergadering, samengeroepen voor hetzelfde doel, geldig beslissen, wat ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden is.  De handelingen tot wijziging van de statuten of tot de vrijwillige ontbinding van de vereniging hebben slechts uitwerking na te zijn neergelegd, bekrachtigd en gepubliceerd overeenkomstig artikel 6 van de wet van 31 maart 1898.  De algemene vergadering die de ontbinding uitspreekt stelt één of meerdere vereffenaars aan, die niet noodzakelijk lid van de vereniging dienen te zijn, bepaalt hun bevoegdheden en vergoeding.  Na betaling van de schulden wordt het bezit van de vereniging als volgt verdeeld :  - Het bedrag van de giften en legaten wordt terug overgemaakt aan de schenker of aan diens erfgenamen of rechthebbenden voor zover het recht van terugneming opgenomen werd in de akte die de gift tot stand bracht en de vordering wordt ingesteld binnen het jaar na de publicatie van de akte tot ontbinding.  - Het netto-actief, gebeurlijk verminderd met het bedrag van de giften en legaten gedaan aan de vereniging, wordt toegekend aan een gelijkaardige of aanverwante vereniging, aangeduid door de algemene vergadering.  Deze aanduiding zal slechts uitwerking hebben indien de gegeven bestemming door de Raad van State erkend is als overeenkomstig de wet.  ***Artikel 33 : Toepasselijke wetgeving***  Al wat niet uitdrukkelijk is geregeld door onderhavige statuten wordt geregeld door de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.  **Titel VI : Conflictenregeling**  ***Artikel 34 : Meningsverschil betreffende de arbeidsvoorwaarden***  In geval van een meningsverschil dat de vereniging aanbelangt en met betrekking tot de arbeidsvoorwaarden, verbindt de vereniging zich ertoe, in gemeenschappelijk akkoord met de tegenpartij, ofwel door verzoening, ofwel door arbitrage te zoeken naar de middelen om dit geschil te beslechten.  ***Artikel 35 : Geschillen tussen leden of tussen leden en de vereniging***  De betwistingen die rijzen binnen de vereniging, ofwel tussen leden, ofwel tussen één of meerdere leden en de vereniging, en die de toepassing van de statuten en reglementen tot voorwerp hebben, worden geregeld door arbitrage.  De meest gerede partij betekent aan de andere partij haar intentie gebruik te maken van de arbitrage, alsook de identiteit van de aangestelde scheidsrechter. De andere partij beschikt over een termijn van twee weken om haar eigen scheidsrechter aan te stellen. De twee scheidsrechters duiden in gemeen akkoord een derde scheidsrechter aan.  De drie scheidsrechters roepen partijen binnen de kortst mogelijke termijn op met het oog op een verzoeningspoging  Bij een in gebreke blijven van één van de partijen haar scheidsrechter aan te stellen of bij het in gebreke blijven van de eerste twee scheidsrechters een derde aan te duiden, doet de meest gerede partij overeenkomstig artikel 1684 van het gerechtelijk wetboek een beroep op de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.  De arbitrage wordt gevoerd overeenkomstig de artikelen 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek.  De arbitragebeslissing is niet vatbaar voor gewone beroepen.  ***Artikel 36 : Geschillen tussen verenigingen***  Wanneer de vereniging gevat wordt om een conflict op te lossen tussen de verenigingen ten gevolge van een klacht die neergelegd wordt door de A.J.P. of de V.V.J., kan de vereniging haar raad van bestuur samenroepen, die zal moeten samenkomen binnen de zestig dagen na de aanvraag die haar schriftelijk wordt toegezonden.  Om geldig te beraadslagen, zal deze raad van bestuur minstens twee derden van zijn leden moeten samenbrengen.  De beslissing van de raad, oordelend over het geschil dat hem is voorgelegd, kan slechts worden genomen indien zij wordt aangenomen door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de A.J.P., en door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de V.V.J.  Bij gebreke aan een beslissing van de bestuursraad roept deze een vergadering bijeen, samengesteld uit alle leden van de bestuursraden van de A.J.P. en de V.V.J. Indien de bestuursraad van één van deze verenigingen meer leden telt dan de bestuursraad van de andere, dan kan zij op deze vergadering slechts een aantal bestuursleden afvaardigen gelijk aan het aantal bestuursleden van de andere vereniging.  Om geldig te beraadslagen dient deze vergadering gehouden met tenminste twee-derde van haar leden.  De beslissing van deze vergadering, oordelend over het geschil dat haar is voorgelegd, kan slechts worden genomen indien zij wordt aangenomen door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de A.J.P. en door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de V.V.J.  Bij gebreke aan beslissing van deze vergadering roept de vereniging een buitengewone algemene vergadering van haar leden samen.  ***Artikel 37 : Geschillen tussen de voorzitter en de ondervoorzitter***  In geval van geschil tussen de voorzitter en de ondervoorzitter beschikt elk van hen over het recht een bestuursraad samen te roepen. De oproeping wordt per gewone post overgemaakt en bevat een korte samenvatting van het voorwerp van het geschil.  Om geldig te beraadslagen dient deze bestuursraad gehouden met tenminste twee-derde van haar leden.  De beslissing van de bestuursraad, oordelend over het geschil dat hem is voorgelegd, kan slechts worden genomen indien zij wordt aangenomen door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de A.J.P. en door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de V.V.J.  De raad wordt voorgezeten door het bestuurslid met de grootste anciënniteit in het beroep. Hij kan niet worden voorgezeten door de voorzitter of de ondervoorzitter.  Bij gebreke aan beslissing van de bestuursraad roept deze een vergadering bijeen, samengesteld uit alle leden van de bestuursraden van de A.J.P. en de V.V.J. Indien de bestuursraad van één van deze verenigingen meer leden telt dan de bestuursraad van de andere, dan kan zij op deze vergadering slechts een aantal bestuursleden afvaardigen gelijk aan het aantal bestuursleden van de andere vereniging.  De vergadering wordt voorgezeten door het bestuurslid met de grootste anciënniteit in het beroep. Hij kan niet worden voorgezeten door de voorzitter of de ondervoorzitter.  Om geldig te beraadslagen dient deze vergadering gehouden met tenminste twee-derde van haar leden.  De beslissing van deze vergadering, oordelend over het geschil dat haar is voorgelegd, kan slechts worden genomen indien zij wordt aangenomen door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de A.J.P. en door de meerderheid van de bestuursleden voortkomend uit de V.V.J.  Bij gebreke aan beslissing van deze vergadering roept de vereniging een buitengewone algemene vergadering van haar leden samen. |